



Les belles images ou « Écoute ce que je dis, regarde pas ce que je fais.... Et vote encore pour moi (s'il te plaît) »

« Les élus communistes sont une espèce en voie de disparition ».

Tel est le **constat** que journalistes et chroniqueurs, tous bords confondus, s'entendent à reconnaître. Nous pouvons donc affirmer que nous appartenons à cette catégorie : celle des villes en péril, puisque le maire est en voie de disparition... Et on comprend mieux en regardant de près les images ci-contre et la gestion de la ville de Saint-Orens.

Deuxième constat : maire communiste, souplesse de rigueur...

Comment peut-on, en effet, adhérer à ce type d'affiches (émanant du PC et dont nous sommes inondés de manière continue sur les panneaux d'affichage de notre ville) et continuer de gérer (ou « faire comme si ») une commune dont les impôts sont les plus élevés de la Haute-Garonne, dont les infrastructures datent de Mathusalem, dont les écoles publiques n'ont plus rien (ou si peu) de gratuit, dont les raccordements d'eau en plomb survivront jusqu'à la dernière limite légale, etc, etc...

En faisant le grand écart bien sûr !

Certes, il s'agit d'un exercice politique courant. Lequel requiert toutefois plus de pratique et d'entraînement pour un maire communiste (en voie de disparition donc, d'après de fort respectables éditorialistes), car la mise en pratique du grand écart est bien plus fréquente pour un maire communiste que la normale. La preuve ?

L'ensemble des secteurs d'intervention municipaux se dégradent : « c'est la faute à personne » ! Pourtant, de qui dépend l'urbanisme, de qui dépendent l'école et l'enfance, de qui dépendent les dépenses municipales et les choix budgétaires engagés si ce n'est de la majorité municipale ? C'est un fait, un constat alarmant.

Ah, si, c'est vrai, il y a quand même un responsable, voire un coupable... Toujours le même d'ailleurs.

La France est dans l'impasse nous dira notre « maire en voie de disparition », car taper sur le gouvernement est l'occupation favorite des élus de la majorité. Parfois à juste titre, reconnaissons le. Mais ce gouvernement, jusqu'à preuve du contraire n'intervient en aucune manière directement dans les engagements communaux et autres choix budgétaires. Et inutile d'essayer de noyer le poisson sous une pluie de citations de directives gouvernementales (souvent non appliquées ici, d'ailleurs) ou tout autre impact d'une politique lointaine : ça ne marchera pas !

Raconter des salades et tourner en dérision les personnes n'aimant pas la soupe de la majorité n'arrangera rien, si ce n'est flatter l'égo et l'aveuglement de quelques uns. Certains auraient même tendance à croire à Saint-Orens, que la majorité est là par droit divin, et que par conséquent, elle peut faire ce qu'elle veut, tout ce qu'elle veut, comme elle le veut !

Mais un élu à des comptes à rendre, au propre comme au figuré.

A cet état de fait, chers concitoyens, nous avons notre part de responsabilité.

Notre immobilisme, notre habitude de dire « oui-oui » à tout, à largement contribué à la situation actuelle. Sous prétexte de représentativité légale (élections obligent), on dit amen à monsieur le Maire et à son équipe ! Il est grand temps de nous réveiller et faire entendre notre voix, avant que les fondamentaux de la république ne disparaissent totalement du territoire saint-orennais !

Une autre alternative existe, une autre voie est possible : celle de l'écoute, du respect, des responsabilités. Nous ne vivons pas en Russie, n'en déplaise à notre « maire communiste en voie de disparition ». Nous sommes toujours en démocratie (même si nous reconnaissons qu'elle perd du terrain tous les jours) : notre obligation est donc de nous manifester et réclamer, à notre échelle locale, et aussi de voter pour d'autres représentants, d'autres comportements. Exit les décisions dictatoriales, exit les attitudes discriminatoires et claniques : il est temps de faire place au citoyen, dans tout le respect qu'on lui doit. Et cela, comme nous le constatons dans le paysage national (voire international) actuel, seuls, nous, les citoyens pouvons l'exiger.

A bon entendre...